

[Traduction]

## L'ENVIRONNEMENT

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, une délégation de Cris et d'Inuit de la Grande rivière de la Baleine, est aujourd'hui à Ottawa. Dans une embarcation construite pour l'occasion, elle va se rendre à New York pour protester contre le projet hydro-électrique Baie James II, qui va inonder 5 000 kilomètres carrés de territoire, contaminer par le mercure les eaux et le poisson, nuire aux mammifères marins et aux oiseaux migrateurs, et dégrader l'économie et le mode de vie des Cris et des Inuits du nord du Québec.

Fort de la décision rendue par la Cour fédérale dans l'affaire du barrage sur l'Oldman, le gouvernement fédéral devrait user de ses pouvoirs pour procéder à une enquête publique avant qu'il ne soit trop tard. Il faut que le gouvernement pratique ce qu'il prêche en matière de développement soutenable. Une enquête publique fédérale sur l'impact environnemental et social du projet Baie James II est indispensable!

Nous ne voulons pas voir détruire l'environnement du Nord canadien pour alimenter l'insatiable appétit d'énergie de nos voisins du Sud.

\* \* \*

## LES JUIFS SOVIÉTIQUES

**M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville):** Monsieur le Président, le Jewish Students' Network et NAHON, association de 200 étudiants de tous les coins du Canada, sont aujourd'hui à Ottawa pour leur deuxième journée annuelle de lobbying.

Cette délégation dirigée par Stephen Granovsky, Dan Ronen et Pam Scheininger, rencontre de nombreux députés. Cette année, il y a un appel urgent à l'action en raison de l'important arriéré de juifs soviétiques qui demandent le visa de sortie et de la vague d'antisémitisme.

Récemment, nous avons appris que la compagnie aérienne hongroise suspendait tous ses vols à destination d'Israël devant les menaces de terrorisme proférées par divers groupes extrémistes pro-arabes.

Le gouvernement du Canada a toujours appuyé la cause des juifs soviétiques et en ma qualité de président du groupe parlementaire canadien en faveur des juifs soviétiques, avec tous les députés de la Chambre j'invite le gouvernement de l'Union soviétique à accélérer la procédure d'émigration en autorisant l'acheminement

## Article 31 du Règlement

direct des juifs sur Israël et à recourir à toutes les voies de sortie utilisables sans danger à destination de la patrie juive.

Je félicite Network et NAHON qui ont saisi de cette question la Chambre des communes et la population canadienne et je me joins à eux pour renouveler la parole donnée à la population juive de l'Union soviétique.

\* \* \*

## LES PÊCHES

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, les employés des usines de transformation du poisson du Cap-Breton se sentent trahis. On ne leur avait pas dit que la situation des usines de poisson du Cap-Breton serait si mauvaise. On leur avait d'abord promis qu'en plus de la salaison, North Sydney aurait les surplus de poisson de Louisbourg, ce qui voulait dire que la transformation du poisson frais pourrait se poursuivre à North Sydney.

Les Produits de la mer National annonce maintenant qu'elle fermera son usine de Louisbourg pendant trois mois, de la fin de juillet à novembre. Quel surplus les gens de North Sydney auront-ils, maintenant? Les employés des usines de transformation du poisson du Cap-Breton craignent d'autres mises à pied qui aggraveront la situation de l'emploi qui est déjà mauvaise dans l'Île. Ces travailleurs vont protester à Halifax et ils demandent au gouvernement de dire à la société Produits de la mer de jouer franc jeu avec eux, de leur donner une certaine sécurité, de tenir sa parole, de ne pas changer d'avis tous les jours et de les traiter avec justice pour qu'ils puissent gagner leur vie et élever convenablement leur famille.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

**M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt):** Monsieur le Président, les agriculteurs des Prairies sont dans une situation économique désespérée. Leurs moyens d'existence sont menacés par l'utilisation déloyale par les Européens et les Américains de subventions à l'exportation du grain. Tout le monde admet qu'une aide d'urgence d'au moins 500 millions est requise pour permettre à nos agriculteurs de semer cette année.

Hier, les ministres de l'agriculture des Prairies se sont rencontrés pour discuter de cette crise. Ils ont déclaré que le versement d'une aide d'urgence relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral parce que le problème découle directement d'une situation interna-